

Centrale de Fessenheim : l'enfumage d'EDF qui retarde encore la fermeture

En subordonnant la fermeture de Fessenheim à la prolongation de trois ans du chantier de l'EPR de Flamanville et au redémarrage du réacteur nucléaire numéro 2 de la centrale de Paluel, EDF fait un tour de passe-passe qui lui permet de repousser encore l'échéance de l'indispensable fermeture de la plus vieille centrale du parc nucléaire français.

Mardi dernier, le Conseil d'administration d'EDF se réunissait pour se prononcer sur la convention d'indemnisation prévue entre l'Etat et EDF concernant la fermeture d'une des plus vieilles et plus dangereuses centrales de France : Fessenheim. **Une décision cruciale qui devait enclencher la procédure de fermeture de la centrale.**

Coulisses d'un marchandage



Manifestation de 60 militants de Greenpeace venant de 14 pays différents devant la centrale de Fessenheim.

En imposant des conditions pour retarder cette fermeture, EDF **ne fait que reculer pour mieux sauter**. Et entretemps, elle plombe ses finances et joue avec la sûreté nucléaire : **rien ne l'oblige plus en l'état actuel des choses à fermer Fessenheim.**

La première de ces conditions ?

EDF ne lancera pas la procédure officielle de mise à l'arrêt de Fessenheim tant qu'elle n'aura pas l'autorisation de prolongation du chantier de l'EPR de Flamanville jusqu'en 2020. Un chantier qui est au plus mal : l'EPR de Flamanville a du plomb dans l'aile et **les dérapages de calendrier font exploser la facture**. Ainsi, le chantier a déjà cinq ans de retard et son coût devrait dépasser les 10,5 milliards d'euros, soit presque trois fois plus que le devis initial.

En novembre dernier, **EDF demandait déjà à prolonger à 2020 le décret d'autorisation de création de Flamanville 3**, tout en s'obstinant à prétendre que la mise en service commencerait en 2018. Un calendrier intenable, notamment en raison de malfaçons sur la cuve de l'EPR. Une pièce inapte à la mise en service puisqu'elle comporte des anomalies sérieuses : les calottes du couvercle et du fond de la cuve du réacteur présentent un excès de carbone.

EDF a par ailleurs conditionné la fermeture de Fessenheim au redémarrage du **réacteur 2 de Paluel arrêté après un accident de chantier**. **Un redémarrage qui pourrait ne jamais arriver** compte tenu des dommages importants sur le réacteur qui pourraient entraîner des coûts rédhibitoires pour EDF et contraindre l'ASN à opposer son veto.

Pour la fermeture de la centrale de Fessenheim, **l'État français offre enfin à EDF une indemnisation de 490 millions d'euros**. Voilà un très beau cadeau, surtout si l'on rappelle que cette installation qu'on indemnise ne pourra peut-être plus fonctionner. L'un des deux réacteurs est à l'arrêt depuis juillet 2016 à cause d'une anomalie majeure. Par ailleurs, **l'ASN pourrait ne pas donner son accord pour que Fessenheim aille au-delà de sa durée d'exploitation prévue, fixée à 40 ans**.

L'histoire d'une promesse non tenue



Photo : @Adrien_Captain

La manœuvre permet au passage au gouvernement de donner l'impression qu'il tient ses promesses : la fermeture de Fessenheim avait en effet été **promise par le candidat François Hollande il y a cinq ans**. La décision du Conseil d'administration d'EDF est-elle aussi **"équilibrée et progressive"** que le dit la ministre chargée de l'énergie, Ségolène Royal ?

Plus d'un an que les signatures des ministres français étaient promises sur ce dossier : le gouvernement a su se faire désirer. C'est seulement maintenant, à la veille des élections présidentielles, que sa réponse arrive.

Le groupe EDF compterait-il sur l'après-présidentielle et les promesses de ceux qui souhaitent maintenir l'activité de la centrale pour mettre à nouveau le problème Fessenheim sous le tapis ?

La publication par le ministère de l'Environnement et de l'Energie du décret qui lancera la procédure de mise à l'arrêt définitive des deux réacteurs de Fessenheim semble toujours aussi lointaine.

EDF court à sa perte...



Les conditions exigées par le Conseil d'administration d'EDF concernant la fermeture de Fessenheim repoussent l'échéance aux calendes grecques. Elles sont inacceptables et n'ont aucun fondement légal.

Elles sont d'abord inacceptables pour des raisons de sûreté. **La centrale de Fessenheim n'est pas épargnée** par les déboires que connaît le parc nucléaire français : une anomalie a été détectée sur le réacteur 2 (et ampute la production depuis des

mois), ainsi qu'un cas de falsification. Ce réacteur 2, à l'arrêt depuis plus de sept mois, n'est pas près de redémarrer, étant donné la gravité de l'anomalie. En effet, la pièce concernée est un générateur de vapeur, composant essentiel des réacteurs nucléaires.

Avec cette nouvelle reculade, EDF reste sourde aux demandes de nos voisins européens, préoccupés par la vétusté de nos centrales. Des inquiétudes qu'on ne saurait leur reprocher : Fessenheim est soumise à un risque sismique et située au-dessus de la plus grande nappe phréatique européenne.

Ces conditions sont aussi financièrement absurdes : les crises que traverse EDF, en situation de faillite, devraient inviter ses dirigeants, Jean-Bernard Lévy en tête, à des décisions plus rationnelles. L'analyse des bilans financiers du groupe le montre : prolonger les réacteurs coûtera plus cher que de les fermer.

Fermer Fessenheim contribuerait à mener l'entreprise vers un modèle économiquement et socialement soutenable : c'est maintenant le meilleur investissement qu'EDF puisse faire.

La grande perdante de l'histoire reste la transition énergétique. Les fermetures de Fessenheim et d'autres réacteurs en France ne menaceront pas l'approvisionnement du réseau électrique. Bien au contraire, elles permettront d'accélérer le développement massif des énergies renouvelables, désormais moins chères que le nucléaire. Elles accéléreront également une transition énergétique elle-même génératrice de nombreux emplois.

Crise au sein du groupe EDF, vieillissement des centrales, multiplication des anomalies et falsifications, retards qui s'accumulent et factures qui explosent pour le nucléaire alors que les énergies renouvelables n'ont jamais été aussi compétitives : tous les indicateurs montrent que la fermeture des réacteurs français est inéluctable. Il s'agit par ailleurs d'un choix stratégique pour la transition énergétique comme pour EDF : il permettrait de redonner un souffle au groupe et à ses salariés.